

Opinions

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): - **(2005)**

Heft 65

PDF erstellt am: **23.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Liens étroits avec le régime d'apartheid

N° 64 (mars 2005)

En lisant l'interview de l'historien bernois Peter Hug concernant son étude (non encore publiée) entreprise dans le cadre du Programme national de recherche « Les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud », on est tout d'abord impressionné par le grand nombre de réactions déplacées imputées aux autorités et aux responsables de l'armement en Suisse. On ne peut toutefois s'empêcher d'avoir des soupçons quand il dit que « la distance vis-à-vis de l'ONU a aussi favorisé des conceptions racistes, relayées ensuite dans les années 1980 par l'anticommunisme ». Alors que les atrocités du marxisme sont maintenant prouvées, ceux qui osent dire encore aujourd'hui que l'anticommunisme est aussi répréhensible que le racisme (qui par ailleurs n'a jamais joué un rôle significatif chez nous) ne sont pas crédibles. Il n'y a qu'à penser aux horreurs des camps pénitentiaires et des camps d'extermination du goulag soviétique, qui sont tout aussi abominables que celles de l'« holocauste » national-socialiste.

Hans-Georg Bandi, Berne

Sentence avant la lettre

N° 64 (mars 2005)

C'est une sentence avant la lettre que M. Peter Hug exprime dans l'interview concernant les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud. Ce n'est pas ce que l'on est en droit d'attendre d'un historien dont le rôle primordial est de rendre public le résultat de ses travaux, laissant au citoyen le privilège d'en juger et d'en débattre. Il n'y a rien à apprendre de l'appréciation globale de M. Hug qui ne fait que reprendre des accusations

déjà connues. C'est une mauvaise méthode pour qui cherche la vérité historique.

Raymond Magnenat, Genève

Mode d'emploi pour l'autocritique

N° 64 (mars 2005)

Avec son style toujours aiguisé, M. Glogger écrit que le « lobbying n'est pas honteux » à propos de la prise de décision en politique. M. Glogger est d'avis que les décideurs qui assument une fonction publique ont le devoir de remettre en question l'information et de l'étayer. Pourtant, souvent seuls les avis représentés par des lobbies sont pris en compte. Cette attitude mène au téléguidage des décideurs et profite à ceux qui crient le plus fort. Dommage pour les autres, en particulier pour la majorité des scientifiques qui estiment que le lobbying peut nuire à leur réputation ou carrément être gênant lorsqu'un processus de recherche de consensus « objectif » est en cours. Il y a certainement suffisamment d'exceptions à la généralisation dont fait preuve l'article de Beat Glogger. Soyons sincères : une décision sur le développement d'instituts de formation, le soutien aux pôles de recherche et le financement de grands projets scientifiques n'a jamais été prise sans aucun lobbying.

pri@snf.ch

Votre avis nous intéresse. Envoyez vos questions, points de vue et réactions à la rédaction de *Horizons*, Fonds national suisse, « Votre courrier », Case postale, CH-3001 Berne. E-mail: pri@snf.ch. L'identité de l'expéditeur doit être connue de la rédaction. Les lettres courtes ont plus de chance de paraître in extenso.

M. Glogger nous présente un miroir déformant. Seule la minorité qui a bénéficié de ce système jusqu'ici verra les choses de manière critique. Dans ce contexte, un regain de lobbying signifie plus de discussion dans le processus de décision politique et peut-être aussi plus de démocratie. Ceci n'est qu'un exemple à propos des appels de M. Glogger à l'autocritique dans la revue *Horizons*, à mon avis un excellent instrument au service de la science et contre son cantonnement dans une tour d'ivoire.

Thomas A. Jung, PSI, Villigen

Remarquable

N° 64 (mars 2005)

Il fallait empoigner ce sujet, certes délicat, mais essentiel. En le traitant de façon claire, Beat Glogger a fait montre d'un courage remarquable. Nous autres scientifiques, nous nous devons de mieux communiquer avec les autres « stakeholders ». Le monde politique et l'opinion publique seraient ainsi mieux en mesure d'apprécier notre travail. Le fait que des voix critiques aient aussi leur place témoigne par ailleurs de l'excellence de votre revue.

Eugen Brühwiler, EPFL, Lausanne

Tabous au lieu du dialogue?

N° 64 (mars 2005)

Attention, un nouveau style s'impose apparemment dans la communication scientifique de la revue *Horizons* du FNS. Dans son article « Le lobbying n'est pas honteux », le dialogue prôné par M. Glogger prend une tournure de diffamation personnelle alors qu'il s'agit d'écouter et de réfléchir. Pour la recherche consciente de son rang et pour son lobby, il est encore très inhabituel voire

hérétique d'exiger, en ces temps difficiles, que la recherche et même la recherche fondamentale ait une utilité économique. M. Glogger continue à défendre ce point de vue et ce sans restrictions, un peu à l'instar des médecins réclamant que chacun de leurs actes soit payé par la collectivité les yeux fermés (obligation de contracter). Le sujet est dans tous les cas des plus actuels. Il faut non seulement solliciter l'avis des personnes concernées mais aussi celui des spécialistes. Et plus encore : des choses doivent être clarifiées concernant ce thème tabou. Satisfaire uniquement un besoin de curiosité n'est heureusement plus un argument justifiant tout. Une recherche coûtant des milliards ne devrait plus reposer sur un argumentaire datant des siècles passés. Je peux tranquillement M. Glogger sur un point. J'ai toujours été en contact avec le Fonds national. Et curieusement avant tout pour des affaires dans lesquelles le FNS s'est opposé à des mesures de l'administration et du Conseil fédéral. En contrepartie des moyens mis à disposition, la science et en particulier la recherche doivent participer à un dialogue crucial qui ne peut être confiné aux pages d'une revue destinée aux initiés mais qui doit se tenir sur la place publique. Si des articles provocateurs se basant sur des propos provocateurs parviennent à casser la ligne classique de défense, alors le but est atteint. Mais s'il vous plaît, sans harcèlement stérile car cela est susceptible de libérer de nouvelles forces insoupçonnées et peut-être désagréables. Theophil Pfister, conseiller national UDC et président de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC), Flawil